



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale  
& pays baltes**

Veille régionale  
du pôle

# Développement durable

Novembre 2023

# Sommaire

---

<b>Focus – situation géopolitique .....</b>	<b>3</b>
<b>Secteur de l'énergie .....</b>	<b>3</b>
<b>Secteur du transport.....</b>	<b>4</b>
<b>Retour de COP .....</b>	<b>4</b>
<b>Autres faits saillants .....</b>	<b>5</b>
POLOGNE.....	5
HONGRIE.....	7
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE .....	9
SLOVAQUIE.....	11
LITUANIE .....	14
LETTONIE .....	15
ESTONIE .....	15
<b>Agenda.....</b>	<b>17</b>

# Focus – situation géopolitique

## Secteur de l'énergie

En réponse à l'instabilité géopolitique à leurs frontières et à la suite de l'agression russe en Ukraine, les pays de la région poursuivent la mise en œuvre de leurs stratégies de sécurisation énergétique.

### Développement de nouvelles infrastructures stratégiques

**L'énergéticien semi-public tchèque CEZ a acquis des capacités au sein du nouveau terminal terrestre de gaz naturel liquéfié (GNL) de Strade**, actuellement en cours de construction en Allemagne. La Tchéquie disposera à travers ce terminal de près de **2 Mds m<sup>3</sup> de gaz par an** à partir de 2027, soit plus du quart de la consommation nationale de gaz. Après l'achat, fin 2022, de capacités au sein du terminal néerlandais d'Eemshaven, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jozef Sikéla, a déclaré que ce nouvel investissement renforçait la sécurité énergétique du pays, tout en soulignant les possibilités d'importation d'hydrogène vert qu'offrirait ce terminal dans un horizon plus lointain.

### Actionnariat de Moravia Gas Storage : Éviction de Gazprom

**L'office antitrust tchèque (ÚOHS) a approuvé l'éviction, par dilution de son actionnariat, de la société russe Gazprom Export au sein de Moravia Gas Storage**, qui exploite l'installation de stockage de gaz naturel de Dambořice (capacités de 448 M m<sup>3</sup> de gaz). Cette décision permet à la société Moravia Oil Mines (MND), auparavant copropriétaire de l'entreprise à 50%, de porter sa participation à plus de 97% au sein de Moravia Gas Storage par souscription de nouvelles actions.

### Maîtrise des prix de l'énergie

**Le 23 novembre 2023, le parlement letton a approuvé des amendements à plusieurs lois visant le plafonnement pour deux ans des hausses des tarifs de distribution de l'électricité.** Les amendements prévoient un plafond pour l'augmentation de la partie fixe du tarif de distribution de l'électricité pour les ménages de janvier 2024 à 31 décembre 2025. Par ailleurs, l'opérateur public de distribution d'électricité « Sadales Tikls » a annoncé une diminution de 7 à 11% de la partie fixe du tarif et de 1% de la partie variable du tarif de distribution d'électricité à partir de l'année prochaine. Ces mesures permettront de réduire les factures d'électricité de 3 à 26 € en fonction du type de raccordement, du plan tarifaire et de la consommation mensuelle d'électricité.

**Le 6 décembre, le gouvernement slovaque a approuvé un nouveau bouclier tarifaire qui protège les ménages et certains clients vulnérables de toutes hausses des prix de l'énergie en 2024 et des frais et taxes de distribution. Le coût de cette mesure devrait s'élever à 1,25 Md€.** Ce montant comprend le gel du prix final de l'électricité et du gaz pour les ménages et les consommateurs vulnérables, le gel du prix final de la chaleur et le gel de différents tarifs pour la distribution d'électricité et de gaz à tous les consommateurs. Toutefois, selon certains analystes, ce montant ne constituerait pas le prix final des subventions à l'énergie, les coûts réels dépendant du volume de consommation et de l'évolution des prix de l'électricité et du gaz sur les marchés. De plus, le montant des aides à la stabilisation des prix de l'électricité et de la chaleur dans le cadre du prochain budget n'est pas clairement chiffré.

**En Pologne, la poursuite du gel des prix de l'énergie (électricité, gaz, chaleur) est également prévue.** Selon la loi sur le gel des prix de l'énergie en 2024 signée par le président le 18 décembre, une taxe sur les explorateurs gaziers, ne concernant dans les faits qu'Orlen, à raison de 3,4 Mds€ prélevés sur la société, permettront de couvrir près de 90 % du coût du gel des prix de l'électricité, du gaz et de la chaleur du S1 2024. Orlen a jusqu'à présent été taxé sur le gaz produit dans le pays en 2023. Le nouveau projet de loi impose à Orlen une taxe supplémentaire pour la période allant d'octobre 2021 à la fin de 2022, lorsque les prix des matières premières ont atteint des niveaux record sur les marchés boursiers.

## Diversification énergétique et pays tiers

**Kadri Simson, Commissaire européenne pour l'énergie, appelle la Hongrie à réduire ses dépendances énergétiques vis-à-vis de la Russie.** Elle regrette que, contrairement à la majorité des pays européens, la Hongrie ne soit pas encore parvenue à réduire ses importations de produits énergétiques russes. Elle considère aussi qu'au vu des circonstances, le projet de centrale de Paks II n'est guère opportun car il implique non seulement un financement et des technologies russes, mais également un combustible fourni par Moscou.

En visite au Venezuela, Peter Szijjártó a annoncé que la Hongrie envisageait d'acheter du GNL à ce pays. En outre, des discussions sont en cours concernant l'utilisation de technologies hongroises d'extraction du pétrole. Il souhaite également que, comme l'ont fait les Etats-Unis, l'UE suspende certaines sanctions qui ont été prises à l'encontre du Venezuela.

La Hongrie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Roumanie et la Bulgarie ont signé un Protocole d'Accord au sujet du projet de corridor destiné à importer de l'électricité verte depuis la région du Caucase. Des entreprises des différents pays vont créer des coentreprises afin de poursuivre le projet. Selon Peter Szijjártó, le corridor pourrait être opérationnel vers le début des années 2030. Cependant, il faudra d'abord résoudre un certain nombre de difficultés techniques, comme la mise en place du plus long câble électrique sous-marin - 1 100 km – dans la mer Noire.

Par ailleurs, le Kazakhstan devient un fournisseur qui compte pour la Hongrie. Le pays d'Asie centrale avait fourni environ 500 000 t de pétrole à la Hongrie en 2022 alors que les livraisons devraient atteindre 700 000 t cette année, soit près de 10% de l'ensemble du pétrole consommé dans le pays.

## Secteur du transport

### La facilitation d'accès des transporteurs ukrainiens au marché intérieur mécontente les pays frontaliers

Le 6 novembre les transporteurs polonais ont commencé un barrage-filtrant des trois postes-frontières routiers avec l'Ukraine (limitation du flux horaire de passage de camions), ne laissant passer sans attente que les transports d'aide humanitaire, de carburant, de nourriture et d'animaux vivants, ainsi que les voitures particulières. Les entreprises polonaises de transport protestent ainsi contre la « concurrence déloyale » de leur voisin et disent avoir vu leurs revenus chuter. Elles en imputent la responsabilité à l'abandon, suite à l'invasion russe, du système de permis qui régissait précédemment l'entrée des compagnies de transport ukrainiennes dans l'UE. Ensuite, ils ont étendu le blocage au poste frontière de Medyka, où ils ont été rejoints le 23 novembre par les agriculteurs qui affirment toujours souffrir de la chute des prix résultant des importations de céréales ukrainiennes jusqu'au printemps.

En Slovaquie, l'une des deux associations de transporteurs, l'Union des transporteurs de Slovaquie (UNAS), a bloqué le principal point de passage entre la Slovaquie et l'Ukraine pour contester l'exemption donnée aux transporteurs routiers ukrainiens de marchandises de l'obligation de détenir les permis normalement exigés pour les routiers non-européens. La plus grande association, CESMAD, n'a pas soutenu le blocage toutefois en espérant que les ministres des Transports négocieront la suppression de l'exemption ou au moins sa non-prolongation. Le ministère des Transports a soutenu la demande des transporteurs routiers slovaques.

## Retour de COP

Lors de la COP28 à Dubaï, la **Hongrie, Slovaquie, Pologne et la République tchèque** ont signé la déclaration initiée par la France et les USA et qui vise à **tripler la production d'énergie nucléaire** d'ici à 2050, par rapport au niveau de 2020 (22 pays signataires). Lors de cette COP, 118 pays se sont également engagés à tripler la capacité des renouvelables d'ici à 2030.

# Autres faits saillants

## POLOGNE

### Nominations

Après s'être vu confiée la mission de construire un gouvernement suite aux élections législatives du 15 octobre, le premier ministre Morawiecki, a annoncé la composition de son gouvernement ce 28 novembre, de profil « politiques-experts ». Parmi ses membres, figurait Anna Łukaszewska-Trzeciakowska – ministre du climat et de l'environnement. Elle était jusqu'alors plénipotentiaire pour les infrastructures énergétiques stratégiques. Alvin Gajadur a été désigné Ministre des infrastructures ; il était anciennement inspecteur en chef des routes. Adam Guibourgé-Czetwertynski y a été nommé plénipotentiaire aux infrastructures énergétiques stratégiques. Morawiecki n'a pas obtenu de vote de confiance à l'issue de son exposé de politique générale.

### Énergie

Selon le [rapport](#) « Scénarios du bouquet énergétique polonais 2040 » de l'Institut économique polonais (PIE), d'ici 2040, le maintien d'un système électrique basé sur le charbon engendrera des coûts 40 % plus élevés que la transition vers les énergies renouvelables.

#### - gaz et pétrole

En novembre, le conseil d'administration de ZE PAK a annoncé que sa filiale PAK CCGT avait signé le 1<sup>er</sup> septembre un contrat d'une valeur de 2,3 Mds PLN (522 M€) avec Siemens Energy Global pour la construction d'une unité à gaz à cycle combiné (CCGT) de 600 MWe sur le site de la centrale électrique d'Adamów.

En novembre PGNiG Upstream Norway (PUN), filiale d'Orlen responsable de la production de gaz en Norvège, a signé un accord préliminaire pour acquérir 100 % de Kuwait Foreign Petroleum Exploration Company (KUFPEC). La production de gaz d'Orlen sur le plateau continental norvégien augmentera ainsi d'environ un tiers, pour atteindre 4 Mds m<sup>3</sup>/an.

#### - nucléaire

Fin novembre, l'ex-ministre du climat et de l'environnement Anna Moskwa, à la demande de PGE PAK Energia Jądrowa, a émis une décision de principe pour la construction d'une deuxième centrale nucléaire de grande puissance en Pologne, cette fois en coopération avec la société coréenne KHNP. La centrale serait construite à Konin-Pątnów. Jacek Sasin, ex-ministre des actifs publics, a souligné en conférence de presse que l'adoption de la décision fondamentale « donne le feu vert à la réalisation de cet investissement ».

#### - renouvelables

Début novembre, le Ministère du Climat et de l'Environnement a publié les prix de référence EnR pour cette année, qui seront supérieurs de 11,6 % en moyenne à ceux de l'année dernière. Les prix de référence déterminent le niveau maximal de soutien et constituent le principal déterminant du plafond des recettes infra-marginales pour les producteurs EnR.

Lors des ventes aux enchères des EnR de cette année, moins de 6 TWh d'électricité d'une valeur de près de 2 Mds PLN (454 M€) ont fait l'objet d'un contrat, alors que près de 88 TWh d'une valeur d'environ 40,8 Md PLN (9,27 Md€) étaient mis en vente, a indiqué [l'Office de Régulation de l'Energie](#).

#### - hydrogène

Le 22 novembre, l'ex vice-ministre du Climat et de l'Environnement Adam Guibourgé-Czetwertyński s'est entretenu à Varsovie avec Toshio Oya, conseiller spécial du gouvernement japonais en charge de la promotion de la mise en œuvre des technologies japonaises à l'étranger. Les échanges portaient surtout sur la coopération polono-japonaise dans le domaine des énergies renouvelables, dont en particulier le développement des technologies à hydrogène.

## Environnement

### - déchets

La Pologne a déposé plainte contre l'Allemagne auprès de la Cour de justice de l'UE pour ne pas avoir enlevé 35 000 t de déchets entrés illégalement en Pologne depuis l'Allemagne. Pour rappel, en juillet dernier, le ministère polonais du Climat a déposé une plainte auprès de la Commission européenne concernant 35 000 t de transferts illégaux de déchets en provenance d'Allemagne. En septembre, la Commission européenne a décidé que l'Allemagne devait reprendre les déchets illégalement stockés en Pologne. La procédure d'infraction s'est achevée par l'adoption d'un avis motivé, dans lequel Bruxelles a partiellement admis la plainte de la Pologne. La Commission a reconnu que l'Allemagne avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement sur les transferts de déchets.

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a annoncé un appel à candidatures pour des projets soutenant le développement de systèmes de collecte sélective des déchets municipaux tenant compte des solutions de prévention et de réutilisation des déchets. Le concours, organisé dans le cadre du programme FENIKS de l'UE, est doté d'une enveloppe de 100 M PLN (21 M€). Il est ouvert aux collectivités locales et à leurs syndicats, aux unités organisationnelles agissant en leur nom, ainsi qu'aux entités fournissant des services publics dans le cadre des tâches propres des collectivités locales. Le niveau maximal de cofinancement du projet par des fonds européens sera de 85 % de la valeur des dépenses éligibles du projet. L'appel à candidatures est ouvert jusqu'au 29 décembre 2023.

## Transport

### - ferroviaire

Le 23 novembre 2023, l'ex-ministre des infrastructures Andrzej Adamczyk et PKP Intercity ont signé un avenant au contrat-cadre de service public de transport ferroviaire de passagers qui prévoit que la subvention aux transports interrégional et international dans les années 2024 – 2030 augmentera de 6,5 Mds PLN (1,4 Md€), dont 603 M PLN (128 M€) en 2024.

PKP Intercity va confier à Newag, fabricant polonais de matériel roulant, la fourniture de 46 nouvelles locomotives électriques pour un montant de 1,17 Md PLN (250 M€). Newag a été la seule entreprise à avoir soumissionné à cet appel d'offres. L'offre de Newag était aussi la seule dans l'appel d'offres pour la fourniture de 63 locomotives à PKP Intercity (avec une option pour 32 unités supplémentaires) ouvert mi-novembre. Le budget du pouvoir adjudicateur s'élevait à 740 M€ (avec l'option) et l'offre de Newag était de 735 M€.

Depuis janvier 2023 PKP Intercity a transporté 60 M de passagers ce qui constitue un résultat record de l'histoire de l'opérateur. Selon les estimations, d'ici la fin de l'année, PKP Intercity pourrait transporter encore 7 M passagers supplémentaires.

### - urbain

La société Tramwaje Warszawskie (Tramways de Varsovie), qui vient de réceptionner le dernier des 123 tramways achetés à Hyundai, planifie d'acquérir 160 nouveaux tramways d'ici fin 2032. A cette fin, les consultations préalables du marché dureront jusqu'au 29 décembre 2023.

### - aérien

Le 21 novembre, l'ex-Gouvernement a adopté la Politique de développement de l'aviation civile en Pologne jusqu'en 2030 (avec des prévisions jusqu'en 2040) qui définit l'avenir des aéroports et des compagnies aériennes polonaises. Le document précise, entre autres, que l'aéroport Chopin de Varsovie sera fermé après l'ouverture du pôle multimodal central CPK. Le projet a été vivement critiqué par les opérateurs privés, tels Ryanair et Buzz, et les aéroports régionaux de Łódź et de Wrocław, selon qui le document favorise 2 acteurs du marché - CPK et LOT, négligeant le rôle et l'importance des transporteurs à bas coûts et des aéroports régionaux. De plus, ils ont indiqué que le document avait été préparé sur la base de données et estimations IATA de 2021, qui devaient être mises à jour.

## *- maritime*

Le port de Świnoujście et Pol Invest Projects ont signé un contrat pour l'extension du terminal agroalimentaire, incluant la fourniture d'un appareil de chargement pour navires. Grâce à cet investissement de 40 M PLN (8,5 M€) les capacités annuelles de transbordement de céréales dans le port Świnoujście dépasseront 2 Mt. Les travaux d'extension devraient être terminés au 2<sup>ème</sup> semestre 2025.

# HONGRIE

## Énergie

La Commission européenne et l'ECOFIN ont validé la nouvelle version du plan hongrois de relance et de résilience. La Hongrie pourra bénéficier d'une avance de 20% du montant de son programme RePowerEU, soit 920 M€, car celle-ci est automatique et n'est soumise à aucune forme de conditionnalité. Elle sera versée en deux échéances au cours de l'exercice 2024.

Le groupe énergétique public MVM a annoncé avancer le versement de dividendes à son seul actionnaire, l'Etat hongrois. Le montant reversé sera de 309 Mds HUF (815 M€). Selon plusieurs sources, ce versement anticipé pourrait être utilisé pour financer le rachat de l'aéroport de Budapest ou pour contenir le déficit public.

Le ministre de la construction et des transports János Lázár souhaite rendre les transports publics gratuits pour les personnes de moins de 14 ans et de plus de 65 ans, ainsi que pour les personnes handicapées. Le ministre souhaiterait également proposer des tarifs préférentiels pour les fonctionnaires.

## *- électricité*

La Hongrie, la Serbie et la Slovénie vont mettre en place un marché régional de l'électricité, à partir de l'année prochaine. Une entreprise conjointe sera créée à Budapest d'ici à la fin de l'année 2024. Elle sera détenue par les opérateurs des trois pays, ainsi que par EPEX SPOT, la bourse européenne de l'électricité, qui fournira certaines des technologies.

## *- énergies fossiles*

Selon un récent décret, le gouvernement prévoit de maintenir en activité la centrale au lignite de Matra jusqu'à 2027. Le gouvernement estime que la centrale est nécessaire pour garantir la sécurité énergétique du pays et restera donc en activité jusqu'à ce que les 3 nouvelles centrales au gaz, de type CCGT, soient opérationnelles.

## *- nucléaire*

Peter Szijjártó et Alexey Likhachev, PDG de Rosatom, ont signé un accord sur le calendrier de construction de Paks II. Selon les termes de l'accord, il est prévu que la centrale entre en fonctionnement au début des années 2030. Environ 800 à 900 travailleurs seront mobilisés pour le projet d'ici à la fin de l'année, et ce nombre devrait atteindre 2 000 à la fin 2024. Plus de 10 000 travailleurs seront présents sur le site durant la phase la plus active des travaux.

Atomstroyexport, filiale de Rosatom en charge du projet de Paks II, sera désormais dirigée par Vitaly Polyanin, auparavant en charge d'un projet de construction de centrale en Biélorussie. L'ex directeur, Aleksandr Merten, continuera à travailler sur le projet Paks II, et sera chargé des affaires stratégiques.

Le gouvernement a soumis un projet de loi qui autorise l'utilisation de nouveaux combustibles nucléaires pour la centrale de Paks, ce qui ouvre donc la voie à l'utilisation d'un combustible non-russe.

MVM Paks Atomeromu, entreprise qui gère la centrale de Paks, a annoncé le début du processus de demande d'extension de la durée de fonctionnement de la centrale. Si cette extension est validée, la centrale nucléaire fonctionnera jusqu'au milieu des années 2050. Au moins 250 différents travaux sont estimés nécessaires selon Pal Toth, directeur adjoint du site. La modernisation du système électrique et du système de commande coutera à elle seule près de 1,5 Mds €.

## - énergies renouvelables

L'entreprise chinoise *Eve Power* a été autorisée à débiter certains travaux sur son site de Debrecen. L'usine de batteries comprendra une unité dédiée aux technologies des nanotubes de carbone, une unité dédiée aux cathodes, une usine d'assemblage et de moulage, ainsi qu'un centre de tri.

Selon Csaba Lantos, Ministre de l'énergie, un accord a été conclu avec la Commission européenne afin de faciliter la construction d'éoliennes en Hongrie. Alors qu'il est actuellement interdit d'installer une éolienne à moins de 12km d'une zone habitée, mesure qui empêche tout nouveau déploiement, la limite sera abaissée à 700 m. Cette décision permettra de tripler la capacité installée des éoliennes et atteindre 1 GW. Il n'est cependant pas prévu que de nouvelles éoliennes soient installées avant 2029.

LG et l'entreprise canadienne Magna vont construire une usine à Miskolc. A partir de 2025, le site produira des onduleurs et des chargeurs embarqués pour véhicules électriques. L'investissement total représente 53 M€ dont 16 M€ d'aides de l'Etat.

MVM *Green Generation* a acheté une importante centrale photovoltaïque à l'entreprise chinoise CMC, à Kaposvár. L'électricité produite par cette centrale de 100 MW permet d'alimenter plus de 35 000 foyers.

## Environnement

Le ministère de l'énergie a annoncé la rédaction d'un décret pour abaisser le seuil d'émission de pollution auquel sont actuellement soumises les industries. Des discussions sont en cours avec le Conseil de protection environnementale et la Chambre de commerce et d'industrie.

MOHU, filiale de MOL en charge de la gestion des déchets, dans le cadre de la concession de long terme récemment accordée par le gouvernement, a débuté la construction d'un centre de collecte des déchets recyclables à Esztergom. Zsolt Pethő, PDG de MOHU, a indiqué que 82 centres de collecte similaires seraient construits dans les prochaines années.

La Cour suprême a annulé la décision du tribunal de Debrecen qui validait le permis de gestion de déchets dangereux de la future usine CATL, accordé par l'autorité de gestion des catastrophes du comté de Hajdú Bihar. Selon la Cour suprême, l'autorité n'a pas respecté les règles de transparences et d'information du public, et une nouvelle procédure doit être lancée.

Le bureau gouvernemental du comté de Pest a ordonné à Samsung SDI de suspendre ses activités nocturnes, au vu des nuisances sonores. Cette décision intervient alors même que des mesures pour réduire le bruit avaient été mises en place. L'usine ne pourra plus fonctionner entre 22h et 6h.

## Infrastructures

### - ferroviaires

Du fait de modifications techniques du projet de ligne ferroviaire entre Budapest et Belgrade, le Ministère de la Construction et des Transports prévoit de procéder à de nouvelles expropriations. Celles-ci concerneront surtout la partie nord du tracé, dont les plans seront finalisés l'an prochain.

### - urbaines

La ville de Kecskemét a complété la construction d'une centrale de chauffage à biomasse et a étendu son réseau de chaleur urbain. Selon Zsófia Koncz, secrétaire d'Etat au Ministère de l'Energie, il s'agit du dernier plus important investissement hongrois en matière de chauffage urbain. Les coûts des travaux s'élèvent à 27,6 M€. Désormais, environ 40 000 bénéficiaires du réseau de chauffage urbain de la ville seront chauffés grâce à de l'énergie renouvelable.



## Transport

### - aérien

Durant l'été, WizzAir a transporté 33 millions de passagers, soit une augmentation de 24% par rapport à l'année précédente.

### - ferroviaire

A partir du 28 novembre, il sera possible d'aller de Szeged à Subotica en train. Initialement prévue en 2022, cette nouvelle ligne ferroviaire permet de mieux relier le sud de la Hongrie au nord de la Serbie.

Le ministre de la Construction et des Transports János Lazar a démis de ses fonctions Hanna Dellemann, présidente adjointe de la compagnie qui gère la ligne Győr-Sopron-Ebenfurt. Elle était également à la tête de la section autrichienne de la ligne ferroviaire. Cette ligne transfrontalière est détenue à 65,5% par l'Etat hongrois, 28,3% par l'Etat autrichien et 6,3% par la compagnie Strabag. Le renvoi de Hanna Dellemann a été vivement contesté par l'homologue autrichienne de M. Lazar, et la partie autrichienne prévoit de déposer un recours en justice contre cette décision. La ministre autrichienne a aussi confirmé que son pays n'avait pas l'intention de vendre ses parts à la Hongrie, après que Lazar eut déclaré vouloir racheter les parts de Strabag et de l'Etat autrichien.

Les syndicats de cheminots ont envoyé un courrier au PDG de MAV dans le but de lancer des négociations pour des hausses salariales en 2024. Selon János Meleg, président du syndicat VSZ, les revendications portent sur une augmentation d'au moins 15%. Des négociations ont de fait déjà été lancées, mais les syndicats estiment que la direction de MAV cherche pour l'instant à gagner du temps.

### - routier

János Lázár a indiqué qu'à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024, les vignettes d'autoroutes pour véhicules particuliers coûteront 5 150 HUF (13,6 €) pour une journée et que le prix de la vignette valable 10 jours sera « seulement » de 6 400 HUF (16,9 €).

Un grand nombre d'employés de Volanbusz étaient en grève les 10 et 11 décembre afin d'obtenir une revalorisation de leurs salaires. Les syndicats ont demandé à la direction une augmentation de 25% pour l'année 2024, mais l'entreprise n'y a pas répondu.

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

### Énergie

#### - bouclier énergétique

L'Office de régulation de l'énergie (ERU) a publié les montants d'augmentation de la composante réglementée des prix de l'énergie pour 2024. Les prix régulés de l'électricité augmenteront ainsi entre +66%, pour les clients connectés au réseau basse tension, et +190%, pour les consommateurs de très haute tension. **Cette augmentation traduit la suppression du bouclier énergétique tchèque**, notamment la fin de la prise en charge par l'Etat du tarif sur les énergies renouvelables, et serait contrebalancée au moins en partie par la baisse des prix de l'énergie sur les marchés de gros (composante non-réglémentée des prix, qui détermine entre 60% et 80% du prix final de l'électricité en fonction des clients). A l'issue d'une discussion avec les représentants de la Confédération de l'Industrie, le ministre des Finances et le ministre de l'Industrie et du Commerce ont déclaré que **l'Etat pourrait continuer de couvrir une partie du tarif sur les ENR des industries à forte consommation d'énergie**.

Plus d'informations : [ERU.CZ](https://www.eru.cz)

#### - pétrole

Le gouvernement tchèque a décidé en conseil des ministres de soutenir la position slovaque, défendue auprès de la Commission européenne, **d'une prolongation de l'exemption à l'embargo européen sur l'importation de carburants d'origine russe**, mise en place en décembre 2022 et qui a expiré le 5 décembre dernier. Slovnaft, la plus grande raffinerie de

Slovaquie et qui représente 1/5<sup>ème</sup> du marché tchèque de gros de carburants, a déclaré que si l'exemption n'était pas prolongée elle ne pourrait plus approvisionner ses propres stations-service MOL en République tchèque. Les autres fournisseurs, Orlen Unipetrol et Cepro, estiment toutefois qu'ils seraient en mesure de répondre à la baisse des livraisons de Slovnaft.

**L'entreprise publique Čepro, qui détient près de 200 stations-service (Euro Oil) en Tchéquie** (troisième réseau de stations-service en termes de nombre et quatrième en termes de vente), **a fait l'acquisition de la société Robin Oil**, propriétaire de 70 autres stations-service, principalement situées à Prague et ses alentours. La transaction, dont le montant est inconnu, reste à être approuvée par l'office antitrust (ÚOHS).

### - nucléaire

Les députés tchèques ont approuvé en troisième lecture **un projet de loi établissant les procédures liées à la préparation, la construction et l'exploitation de dépôts géologiques profonds pour les déchets radioactifs**. Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jozef Sikela, cette loi est nécessaire pour prolonger la durée de vie des unités existantes et anticiper la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Plus d'informations : [MPO.CZ](http://MPO.CZ)

### - électromobilité

**Le ministère de l'Industrie et du Commerce a publié, dans le cadre de son plan de relance (PNRR), un programme de soutien à l'achat de véhicules propres** (pour un montant total de 65 M€) et **la mise en place de bornes de recharge (12 M€), destiné aux PME**. Le soutien prendra la forme d'une garantie bancaire pour un prêt commercial (jusqu'à 70 % du capital du prêt) ainsi qu'une contribution financière (jusqu'à 8 155€ pour une voiture particulière et jusqu'à 12 232€ pour un camion ou un véhicule à hydrogène) par l'intermédiaire de la Banque nationale de développement (NRB).

Plus d'informations : [MPO.cz](http://MPO.cz)

### - économies d'énergie

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a lancé deux appels à subventions, l'un pour les communes et l'autre pour les entreprises, afin de les soutenir dans **le développement de leur stratégie de sobriété énergétique et la mise en place de système d'optimisation de la gestion d'énergie**.

Plus d'informations : [MPO.cz](http://MPO.cz)

## Transports et infrastructures

**Le gouvernement a décidé en conseil des ministres de faire de la Banque tchèque d'exportation (CEB) une filiale de la Banque nationale de développement (NRB)** pour renforcer son capital (de 285 M€ à 326 M€) ainsi que sa capacité de prêt (jusqu'à 1,2 Mds€) et de garantie afin d'accélérer les financements dans la construction d'infrastructures, les projets de transition énergétique, le numérique et le soutien aux PME.

**Pénurie de granulats** : La diminution alarmante des stocks de granulats et de graviers en République tchèque peut, selon la Direction des routes et des autoroutes, affecter de manière significative les projets prévus de construction d'autoroutes et de nouvelles LGV. La demande en granulats primaires a augmenté de 37 % lors des dix dernières années alors qu'aucune nouvelle carrière n'a été ouverte depuis 1989 et les réserves actuelles seront épuisées d'ici dix ans. Les délais d'autorisation sont en moyenne 5 à 10 ans dans le cas des sablières et 8 à 12 ans dans le cas de nouvelles carrières. L'amendement à la loi sur l'accélération de la construction d'infrastructures stratégiques, récemment approuvé par le Parlement, devrait accélérer les processus d'autorisation également pour les infrastructures de l'extraction.

### - transport ferroviaire

**Ouverture à la concurrence du marché ferroviaire** : L'opérateur ferroviaire privé REGIOJET a remporté le plus grand contrat de service public conventionné jamais signé en République tchèque (18,3 Mds CZK, soit 750 M€) pour l'exploitation de six lignes électriques dans la région d'Usti n. Labem. Le contrat qui représente 3,3 M train-km par an sera d'une durée de 15 ans, à

compter du décembre 2026. L'ambition de RegioJet, actuellement n° 2 avec une part de marché de 5,54%, est de devenir le plus grand transporteur de République tchèque d'ici 10 ans.

**Liaison ferroviaire vers l'aéroport de Prague :** La BERD et le gestionnaire ferroviaire tchèque Správa železnic ont signé début décembre un accord sur la prestation de services de conseil pour préparer le cahier des charges de l'appel d'offres public pour le choix du concessionnaire chargé de la modernisation et de la construction des sections sélectionnées sur la liaison Prague Veleslavin - aéroport de Prague – Kladno sous la forme d'un PPP. La longueur des tronçons est de près de 40 km et leur modernisation est prévue entre 2025-2029.

### - *transport routier*

**Achèvement des autoroutes D3 et D52 :** le Premier ministre, Petr Fiala, a déclaré lors d'un entretien avec le chancelier autrichien Karl Nehammer que les deux autoroutes reliant la Tchéquie et l'Autriche (D3 entre České Budějovice et Linz et D52 entre Brno et Vienne) seraient achevées au plus tard en 2030. Concernant la D52, le seul tronçon achevé a été ouvert en 1996 entre Rajhrad et Pohořelice et depuis plus de 27 ans, aucun km (du total des 23 km) n'a été ouvert sur cette connexion en raison de longs conflits sur les questions environnementales.

## Environnement

### - *économie circulaire*

Le ministère tchèque de l'Environnement a annoncé préparer **la mise en place d'un système de responsabilité élargie du producteur (REP) pour le secteur du textile**, assorti d'une obligation pour les municipalités d'organiser dès 2025 des points de collecte pour les déchets textiles. Près de 180 000 t de textiles sont jetées chaque année en Tchéquie.

Plus d'informations : [MZP.cz](https://mzp.cz)

## Fonds européens

**La Tchéquie a soumis à la Commission européenne ses 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> demandes de décaissement au titre de son plan de relance (PNRR)** prévoyant, en cas d'évaluation positive, le paiement en subvention d'un montant de près de **803 M€** (sur un total de 8,4 Md€). Le décaissement est conditionné au respect de 28 « jalons » concernant, entre autres, la numérisation de l'administration publique, des investissements dans les infrastructures de transport durable, la plantation de forêts, la protection contre les inondations, et le soutien à la R&D.

# SLOVAQUIE

## Énergie

Selon la déclaration de politique générale du nouveau gouvernement, l'avenir du développement de la politique énergétique se trouve dans **le soutien et le développement du mix énergétique actuel, basé sur l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables**. En même temps, le gouvernement réaffirme la **place irremplaçable du gaz naturel** en tant que vecteur énergétique permettant la transition vers l'économie bas carbone.

Il rappelle par ailleurs qu'il est inévitable de **renforcer le rôle de l'Etat** dans les entreprises énergétiques stratégiques et celles qui gèrent les infrastructures critiques: cela **devrait permettre d'atténuer d'une manière effective et opérationnelle les impacts de l'instabilité énergétique** sur les ménages, les employeurs et les infrastructures publiques. Pour le gouvernement, il est nécessaire de rendre l'activité du régulateur national plus effective.

Les priorités gouvernementales dans le domaine énergétique sont la sécurité et la résilience grâce à i) la diversification des sources et des voies d'approvisionnement; ii) au maintien des prix abordables; iii) à l'efficacité dans le soutien des solutions modernes; iv) au renforcement des transits transfrontaliers par la construction de nouvelles interconnexions; v) à la cohérence avec les besoins liés au changement climatique et au développement durable.

**Les autorités publiques veulent mettre en place un système intégral et efficace de compensation des prix des énergies** et procéderont à un amendement législatif visant les consommateurs énergétiques vulnérables.

Etant donné que le pays est l'un des pays les plus gazéifiés dans l'UE, le gouvernement poursuivra son effort de diversification des sources d'approvisionnement.

Parmi les priorités on retrouve également l'achèvement de la construction du quatrième bloc nucléaire à Mochovce, la préparation de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Jaslovské Bohunice, la diversification des fournitures de combustible nucléaire, le développement du système de traitement du combustible nucléaire usé, ainsi que le soutien à la recherche, au développement et à la coopération internationale en matière de SMR.

### - **électricité**

Fin novembre, la première partie de la modernisation et reconstruction de la centrale hydraulique Gabčíkovo (720 MW), concernant les deux écluses, a été achevée. Les travaux ont été attribués à la société Metrostav en 2019 et ont coûté 170 M€. Actuellement, la phase de test et d'homologation est en cours et elle devrait s'achever vers la fin de l'année. A part la modernisation des écluses, une nouvelle porte géante de 100 t a été installée. La centrale hydraulique attend encore à la modernisation de ses turbines, dont le coût devrait dépasser 200 M€. La modernisation des turbines a été également inscrite dans la déclaration de politique générale du gouvernement. Selon le Premier ministre, le gouvernement cherche des solutions pour éviter des éventuels retards pendant le processus d'appel d'offres public.

Le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, a présenté son projet Integrator SE par lequel elle veut moderniser sa centrale hydroélectrique par pompage et turbinage Cierny Vah et y construire également un dispositif puissant de batteries. Pour mémoire, la centrale d'une puissance de 735 MW, sert à équilibrer le réseau électrique. Elle est capable, de 0, d'atteindre sa puissance maximale en 70 secondes. Concernant le module de batteries, sa puissance installée devrait être de 70 MW et d'une capacité jusqu'à 105 MWh. Le projet devrait être finalisé vers 2029 – 2031 et les coûts sont évalués à hauteur de 170 M€.

### - **gaz**

Début décembre, la Banque centrale a publié une analyse de la consommation du gaz par les ménages slovaques. L'analyse relève une forte corrélation de la consommation avec la température extérieure. Pendant les dix premiers mois de l'année, la consommation a baissé de 8 % en g.a. La Banque centrale souligne que le mois de septembre très chaud s'est traduit par la même consommation que pendant les mois d'été. La Banque centrale compare la trajectoire de consommation slovaque avec celle en Tchéquie où la consommation a baissé de 13 % et cette baisse ne peut pas être expliquée uniquement par l'effet de température extérieure. La Banque souligne que si les prix du gaz ont augmenté en Slovaquie seulement de 12 % en g.a. en 2023, la hausse était de 46 % en Tchéquie. Selon la conclusion de l'analyse, l'aide non ciblée est i) onéreuse et ii) le signal prix en Slovaquie est insuffisant pour motiver à réaliser des économies.

### - **nucléaire**

Lors de la 5<sup>ème</sup> édition de World Nuclear Exhibition (28-30 novembre à Paris), la Slovaquie était représentée par trois exposants (entreprises VUJE, ENSECO et PPA CONTROLL) et par une délégation du ministère de l'Economie menée par le secrétaire d'Etat M. Kamil Šaško. Le secrétaire d'Etat a eu des entretiens avec les présidents des plus grands acteurs nucléaires tant français (EDF, Framatome, Assystem, Gifex) qu'étrangers (Westinghouse).

## **Transport**

Dans la déclaration de politique générale du nouveau gouvernement, a été souligné l'état catastrophique des infrastructures de transport en Slovaquie. Afin d'accélérer la délivrance des permis de construction, les autorités veulent harmoniser la législation et les processus de planification territoriale et examiner la simplification des études d'impact sur l'environnement. Pour accélérer les travaux sur les principales autoroutes (D1, D3 et R4), une équipe de projet interministérielle sera créée. **Un département de recours spécialisé** sera mis en place afin d'augmenter l'efficacité des appels d'offres publics. Le gouvernement veut s'attaquer à la problématique des ponts des routes nationales qui sont dans un très mauvais état technique.

Quant aux **infrastructures ferroviaires**, le gouvernement reconnaît qu'il s'agit du système de transport de passagers et de marchandises le plus efficace et le plus écologique. Or, vu son sous-financement, la vitesse de transport et la sécurité se sont dégradées. Le gouvernement

promet un effort maximal pour accélérer la préparation, la construction et la modernisation de différents tronçons, la **priorité étant les axes internationaux et l'axe au nord du pays**. La libéralisation des services ferroviaires doit être transparente avec l'accent mis sur la qualité et l'efficacité des services. **La modernisation des infrastructures ferroviaires sera la priorité des fonds européens de la période actuelle.**

### - routier

Le ministère des Transports a annoncé fin novembre qu'il prévoyait d'attribuer l'intégralité de l'allocation autoroutière des fonds européens de la période 2021-2027 aux tronçons manquants de l'autoroute D3 qui relie la Slovaquie avec la Pologne. Le ministre Jozef Raz a annoncé cette décision lors de la session d'un groupe de travail relatif à la conception et la construction du projet d'investissement D3. Les travaux de construction devraient commencer en juin 2026.

### - ferroviaire

L'état des infrastructures ferroviaires slovaques se dégrade. Le fait de ne pas investir dans l'entretien des infrastructures a généré un défaut d'investissement de 893 M€ selon le gestionnaire du réseau, la société publique ZSR, contre 225 M€ en 2018. Cela se traduit par exemple par un ralentissement à 10 km/h lorsque les trains approchent la gare centrale de Bratislava, ce qui provoque un retard moyen de 4 minutes. ZSSK, la société publique chargée du transport de passagers, évalue ce retard à 10 minutes.

### - aérien

Le 20 novembre, le gouvernement réuni en conseil des ministres a approuvé un projet de loi qui amende la loi sur le soutien à l'aviation civile. Cette aide pourrait permettre de soutenir notamment les lignes commerciales sur le territoire slovaque (c'est-à-dire principalement entre les deux plus grandes villes Bratislava et Kosice, sans liaison aérienne actuellement) ou quelques lignes internationales. L'aide minimale par opérateur s'élève à 200 k€ et l'impact sur le budget est prévu à hauteur de 1,2 M€.

## Environnement

Dans la déclaration de politique générale, les autorités slovaques confirment leur engagement quant aux différents accords internationaux dont la Slovaquie est signataire, en particulier l'Accord de Paris. En vue de respecter les objectifs résultant de la transition, **le gouvernement est prêt à adopter une nouvelle loi sur le changement climatique et sur la transition bas carbone. Dans le même temps, le gouvernement réévaluera les engagements adoptés par le gouvernement précédent** quant au calendrier de différentes mesures environnementales, en examinant notamment si les objectifs ont été fixés d'une manière réaliste et si les ressources financières y ont été allouées d'une manière suffisante. Le gouvernement met l'accent sur une transition verte de l'économie – la transition doit être suffisamment ambitieuse pour que la Slovaquie ne soit pas en retard par rapport à la tendance européenne et ne perde pas en compétitivité. En parallèle, le gouvernement s'engage à un dialogue intense avec l'industrie pour pouvoir identifier les intérêts économiques qui seront défendus auprès des institutions décisionnelles de l'UE. Ainsi, le gouvernement déclare soutenir les objectifs environnementaux et climatiques ambitieux de l'UE à condition qu'ils ne menacent pas drastiquement la compétitivité européenne. Enfin, le gouvernement soutient la zonation des parcs naturels mais celle-ci doit prendre en considération les demandes légitimes de la vie locale.

Le ministre de l'Environnement, M. Tomas Taraba, veut résoudre le problème slovaque de la mise en décharge des déchets par la **construction de deux ou trois nouveaux incinérateurs**. En effet, la Slovaquie est en retard quant à la diminution du volume des déchets municipaux mis en décharge (41% de tous les déchets municipaux en 2021, voir la veille de septembre). Selon ses propos, le pays a besoin d'installations modernes capables de valoriser énergétiquement les déchets en respectant la législation environnementale. Aujourd'hui, il y a deux incinérateurs pour les déchets municipaux dans le pays – à l'ouest à Bratislava et à l'est à Kosice. Au total, les deux peuvent traiter 270 000 t de déchets /an, l'incinérateur de Bratislava subit des travaux d'élargissement qui vont augmenter sa capacité de 100 000 t/an.

La raffinerie Slovnaft (groupe hongrois Mol) dispose d'un incinérateur pour les boues du pétrole construit dans les années 1970. Aujourd'hui, Slovnaft envisage un investissement de 200 M€

pour la moderniser et la doter d'un centre de finalisation du tri des déchets triés et d'un établissement pour la valorisation énergétique des déchets municipaux et industriels non dangereux. Le nouveau centre devrait être capable de traiter 316 700 t de déchets dont notamment les déchets municipaux (214 000 t). Le groupe déclare ne pas être en compétition avec l'incinérateur municipal de Bratislava car le centre de Slovnaft devrait être équipé de technologies de traitement de déchets qui ne pourraient pas être traités par l'incinérateur municipal. La construction devrait commencer en 2025 et devrait prendre quatre ans. Un autre acteur privé, la société Ewia, a présenté son projet de 120 M€ dans le sud du pays à Sala. Ce projet est pour l'instant contesté par les habitants de la ville.

Le ministère de l'Environnement a reporté d'un an l'obligation des municipalités de procéder à un traitement mécanique et biologique des déchets avant leur mise en décharge. Cette obligation devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021, puis a été reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Le traitement mécanique et biologique devrait changer les caractéristiques des déchets – réduire leur volume et diminuer le degré de dangerosité – en créant deux composantes – composante organique qui peut être valorisée en tant que compost et composante sèche tels que le papier ou les matières plastiques qui peuvent être recyclés. Le reste peut être mis en décharge.

## LITUANIE

### Énergie

#### - réseau électrique

**Les opérateurs baltiques vont aider les pays baltes à se synchroniser au réseau électrique européen.** Les opérateurs des réseaux électriques des pays riverains de la mer baltique se sont engagés, à l'occasion d'une réunion à Stockholm le 8 décembre, à assister les pays baltes dans la réalisation de leur objectif de synchronisation au réseau électrique d'Europe continentale d'ici février 2025. Cet objectif, fixé initialement pour fin 2025, a été révisé en août 2023 par les Premiers ministres des trois pays baltes.

**La synchronisation pour février 2025 est techniquement faisable, selon une nouvelle étude.** L'Institut d'ingénierie électrique de Gdansk, conjointement avec les opérateurs des trois pays baltes et de la Pologne (Litgrid, AST, Elering et PSE), ont publié une étude qui confirme la stabilité du futur système électrique synchronisé avec l'Europe continentale dans tous les scénarios envisagés, en tenant compte du nouvel objectif fixé à février 2025. Les auteurs n'émettent donc aucun doute sur la faisabilité technique de ce projet.

#### - hydrogène

**Le port de Klaipėda, et l'Union européenne, investissent dans l'hydrogène.** L'autorité du port de Klaipėda va installer deux stations de recharge d'hydrogène accessibles au public pour un total de 3,6 M€, dont 1,4 M€ financés par l'Union européenne. Au printemps dernier, le port avait annoncé son projet d'installer sa propre capacité de production d'hydrogène pour un total de 7 M€ (dont 4,8 M€ fournis par l'UE) en 2024.

### Transport

#### - aérien

**Les aéroports lituaniens s'apprêtent à commencer le développement de leurs parcs solaires.** La Société des aéroports lituaniens, chargée du développement des aéroports de Vilnius, Kaunas et Palanga, a annoncé un appel d'offres pour le développement de parcs solaires d'une capacité totale de 6,1MW sur une surface cumulée de 7 ha. Ces parcs solaires fourniront environ un tiers de la consommation d'énergie des trois aéroports, et seront accompagnés d'unités de stockage dans les environs. Ils permettront de réduire les coûts à mesure que l'électrification des aéroports, qui fait partie des objectifs clairement identifiés de cette société, prendra forme (la neutralité carbone d'ici 2030 figure dans sa stratégie de développement durable).

#### - maritime

**Entre janvier et octobre, le port de Klaipėda a transporté 27 Mt de marchandises.** Ces 27 Mt représentent une baisse de 10% en glissement annuel, confirmant le fait que les difficultés que

traverse le port depuis le début de la guerre s'inscrivent dans le temps long. 2,96 Mt ont toutefois transité par le port sur le seul mois d'octobre, ce qui en fait le 2<sup>ème</sup> meilleur mois de l'année à ce stade. C'est toujours sur le vrac que la baisse est la plus marquée (-13% à 7,4 Mt).

## Infrastructure

**Klaipėdos Nafta repousse l'expansion du terminal GNL en Lituanie.** Klaipėdos Nafta, opérateur public de terminaux portuaires énergétiques, a indiqué dans un communiqué de presse que cette décision était due, entre autres, au faible potentiel de croissance du GNL dans la région après 2033, tel qu'évalué par l'entreprise, et à la construction de nombreux autres terminaux à travers l'Europe. En août, celle-ci avait annoncé son intention d'augmenter la capacité du terminal flottant de 3,75 Mds m<sup>3</sup> actuellement à 5 Mds m<sup>3</sup> – moins que les 6,25 Mds prévus précédemment.

## LETTONIE

### Énergie

Conformément au plan de rachat de l'entreprise par les cadres (MBO), trois membres du conseil d'administration de la compagnie gazière JSC Latvijas Gaze ont acquis 28,97 % des actions de la compagnie par l'intermédiaire de leur société à finalité spéciale « Energy Investments ». L'accord a été conclu entre le fonds d'investissement Marguerite Gas II S.A.R.L (Marguerite), basé au Luxembourg, et « Energy Investments » pour l'achat de l'ensemble des actions détenues par Marguerite. Désormais, les actionnaires de JSC Latvijas Gaze sont la compagnie publique russe « Gazprom » (34%), la compagnie « Energy Investments » (28,97%), la compagnie allemande Uniper Ruhrgas International GmbH (18,26%) et la compagnie « Itera Latvija » (16%).

L'administration du port franc de Ventspils a signé un accord de coopération avec l'entreprise « PurpleGreen Energy C » portant sur des travaux de recherche en vue de la construction d'une usine d'hydrogène vert à Ventspils. La production d'hydrogène vert constituera une étape importante dans le développement d'un pôle d'énergie renouvelable à Ventspils qui ouvrira des possibilités à la fois pour la recherche et le développement et d'autres projets commerciaux à l'avenir, où l'utilisation de l'énergie future jouera un rôle important.

A partir de l'année prochaine, et sur une période de deux ans, une vingtaine d'études différentes seront réalisées dans le cadre de l'**évaluation d'impact environnemental** du projet commun lettono-estonien de parc éolien offshore « Elwind ». Les premières études porteront sur l'impact du parc éolien sur les voies de migration des oiseaux et des chauves-souris, les frayères et les phoques, pour lesquels des observations sur plusieurs saisons sont importantes. Toutes les études prévues seront réalisées en étroite collaboration avec l'Estonie. Le gouvernement letton a également soutenu l'utilisation de cofinancements à hauteur de 18,6M EUR octroyés par l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA) pour la réalisation d'études dans les territoires maritimes concernés.

### Transport

Lors du salon aéronautique Dubaï Airshow 2023, la compagnie aérienne AirBaltic a annoncé une commande auprès d'Airbus de 30 appareils A220-300 supplémentaires. AirBaltic exploite déjà une flotte de 46 appareils de ce type, et attend déjà la livraison de 4 appareils supplémentaires, ce qui en fait le plus grand opérateur d'A220-300 au monde. Cette nouvelle commande portera la flotte d'AirBaltic à 80 appareils. Le plan de développement provisoire de la compagnie prévoit un élargissement de la flotte jusqu'à 100 avions d'ici 2030.

## ESTONIE

### Énergie

A l'heure actuelle, le **schiste bitumineux couvre la majorité du mix énergétique estonien** et l'essentiel de sa production a lieu près de Narva, au Nord-Est du pays. A partir de 2027, le schiste pourrait devenir insoutenable (car très polluant) et la sécurisation des apports en électricité est un enjeu clef pour l'Estonie.

## - hydrogène

Enefit (Eesti Energia) prévoit de **construire 2 centrales électriques à hydrogène et à gaz dans les années à venir à Auvere, près de Narva**. L'objectif serait d'assurer un relai quand les énergies renouvelables ne produisent pas suffisamment par rapport à la demande. Un appel d'offres pour les premières installations est prévu l'année prochaine. Une première centrale électrique à hydrogène devrait être produite à Narva avec une capacité de 100MW, et l'entreprise étudiera ensuite la meilleure possibilité entre 1 usine de 200MW ou 2 de 100MW. Le coût d'une usine est estimé à 125 M€.

Enefit souhaite créer des centrales fonctionnant à 90% à l'hydrogène et 10% grâce à une autre source d'énergie (biométhane, méthane ou gaz naturel). L'entreprise prévoit d'utiliser de l'hydrogène vert avec **des prix compétitifs**, bien moins élevés que ceux du schiste **d'ici 2027-2030**. Des solutions d'électrolyse seront produites en parallèle pour stocker l'énergie. On estime que l'industrie chimique d'Auvere sera le plus grand consommateur d'hydrogène en Estonie d'ici 2035-2040.

## - stockage

**Elering prévoit d'acquérir jusque 400MW de réserves de fréquence pour préparer le retrait du réseau électrique BRELL**. Il s'agit de prendre le relai en cas de baisse de production d'énergie : cette électricité peut être fournie par des dispositifs de stockage (batterie ou centrales hydroélectriques à pompage) ou par des centrales électriques avec une régulation rapide (centrale thermique ou à gaz). Le coût serait de dizaines de M€, mais l'impact sur le prix pour le consommateur devrait être tolérable dans la mesure où il s'agit d'un dispositif déjà présent dans tous les pays d'Europe. Elering estime que plusieurs entreprises seraient intéressées, avec un objectif de mise en service en 2027-2028.

Fin novembre, Corsica Sole, entreprise française dont le siège se situe à Bastia, a signé avec l'entreprise estonienne Evecon un contrat pour **la construction de deux dispositifs de stockage d'énergie** dans la région de Harju, au nord de l'Estonie. Ils auraient chacun une capacité de 100MW, et seraient mis en service en 2025.

## - énergies renouvelables

Utilitas a investi 8 M€ pour construire **le plus grand parc solaire de Tallinn**. Il sera situé au complexe énergétique de Vaõ (dans le nord du pays) avec une capacité de 9,3MW. Il sera composé de 15 600 panneaux solaires rotatifs à deux faces et s'étendra sur une surface de 11 hectares.

Début décembre, Enefit a ouvert **un parc solaire de 3MW** dans la région de Ida Viru, pour un coût de 2,7 M€. Il a été construit sur un tas de résidus miniers de schiste de 30 mètres de haut.

## - réseaux d'énergie

**Trois grands projets estoniens de réseaux d'énergie ont été inclus dans une liste de développements d'infrastructures dites « d'intérêt public »**. Ils pourraient recevoir ainsi plus facilement des financements de l'Union européenne. Ils devront toutefois produire une analyse d'impact environnemental ainsi qu'une évaluation des coûts. Les trois projets sont : **Estlink 3 entre l'Estonie et la Finlande, le quatrième câble Estonie-Lettonie via l'île de Saaremaa et le corridor d'hydrogène Nordic-Baltic**. Le financement pourrait atteindre jusqu'à 75% du coût. Ces projets pourraient être achevés d'ici 2035.

## - prix de l'énergie

**Les prix de l'énergie sont en baisse ce mois-ci** : le prix du diesel a chuté de 17,2% entre novembre 2022 et novembre 2023. Après un rebond en octobre dû à l'arrêt du gazoduc Baltconnector, **le prix du gaz devrait baisser en janvier**, et rester stable pour les premiers mois de 2024. Le prix devrait passer de 75 à 60 c€/m<sup>3</sup>, notamment car les réserves européennes de gaz seraient remplies à plus de 90%. **Une hausse du tarif de réserve est prévue pour 2024 (+5% par MWh)**, mais l'effet devrait être négligeable pour les consommateurs particuliers. En Estonie, 47 969 foyers consommaient du gaz naturel en 2022 pour un total de 392,5 GWh, ainsi que 14 225 entreprises (3 515 GWh).



## Aides à la transition

L'Etat estonien a annoncé la création d'**un outil digital pour offrir au secteur agricole des axes personnalisés et adaptés au progrès écologique**. Il s'agit de les diriger intelligemment vers moins d'émissions de CO<sub>2</sub>. Le coût est estimé à 833 k€.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la banque estonienne Luminor ont signé un accord de **115 M€ pour aider les PME des pays baltes dans leur transition verte**. Il s'agit d'un prêt dont **85% devraient profiter à la cohésion régionale**. Cela contribuerait à la baisse des émissions de GES, à la participation de ces entreprises aux objectifs climatiques nationaux, et à l'emploi et la cohésion sociale.

## Gestion des déchets

Le gouvernement a lancé **une consultation sur une réforme de la gestion des déchets** suite à l'annonce de l'association estonienne du secteur de l'économie circulaire (ECEIA) qu'il était nécessaire de **s'interroger sur le recyclage réel des déchets collectés**. L'objectif de ces modifications légales serait **d'inciter au recyclage plutôt qu'à la valorisation énergétique ou à la mise en décharge**, mais également de rendre le tri sélectif plus facile. Selon l'ECEIA, l'Etat devrait davantage encourager la création d'entreprises dans l'économie circulaire, aider les municipalités et stimuler la demande de matières premières secondaires via des obligations légales. A l'heure actuelle, il serait plus compliqué de créer une entreprise de recyclage qu'une entreprise classique, décourageant ainsi des potentiels entrepreneurs. L'enjeu est également pour l'Estonie de développer sa propre filière de recyclage et d'éviter de devenir un simple point de collecte pour les filières étrangères.

# Agenda

Du 4 au 8 mars 2024	<a href="#">French Mobility Days 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest</a>
Du 5 au 7 mars 2024	<a href="#">Rencontres d'affaires avec les acheteurs du secteur de la Biomasse et de l'Energie 2024 - Pologne</a> , en ligne et à Varsovie
Du 11 au 14 mars 2024	<a href="#">French Defense, Security &amp; Cybersecurity Tour 2024 - République tchèque, Slovaquie et Roumanie</a> , à Prague, Bratislava et Bucarest
13 mars 2024	<a href="#">European Rolling Stock Forum 2024</a> , à Varsovie
Du 10 au 13 juin 2024	<a href="#">French Water Tour 2024 - Pologne et Roumanie</a> , à Varsovie et Bucarest

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallin

Abonnez-vous : [noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr](mailto:noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr)